

Asie du Sud-Est

Piliers de l'aide Mise en œuvre d'une coopération globale pour favoriser l'intégration de l'ANASE

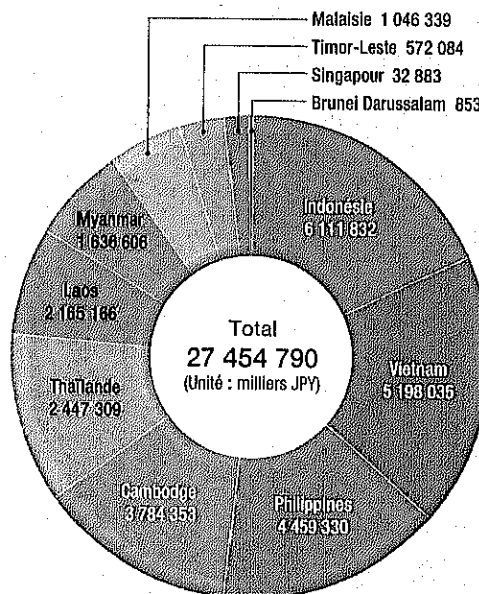
L'Asie du Sud-Est se compose de 11 pays : les 10 États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et le Timor-Leste, devenu indépendant en 2002. Fondée en 1967 pour favoriser la croissance économique et la paix dans la région, l'ANASE compte six membres fondateurs, à savoir l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande, ainsi que le Brunei Darussalam depuis 1984. Quatre nouveaux membres, le Vietnam, le Cambodge, le Laos et le Myanmar, les ont rejoints par la suite.

L'ANASE s'attache à promouvoir l'intégration du marché régional en s'appuyant sur l'accord relatif à la Zone de libre-échange de l'ANASE (ZLEA) signé en 1992 par ses pays membres. Lors du 13e sommet de l'ANASE en novembre 2007, la Charte de l'ANASE, un document ayant valeur de constitution pour cette association, a été adoptée. L'avant-projet de communauté économique de l'ANASE, qui expose les processus et autres détails concernant la réalisation de la communauté de l'ANASE à l'horizon 2015, a également été adopté, ce qui représente une avancée importante sur la voie de l'intégration.

Si les membres fondateurs de l'ANASE ont atteint un certain niveau de développement, les nouveaux venus accusent un retard. Le développement des économies de la région et la correction des disparités régionales demeurent par conséquent des enjeux importants pour l'intégration de l'ANASE.

La place centrale que le Japon accorde à l'Asie est l'un des piliers de sa diplomatie depuis la fin de la guerre. L'Asie du Sud-Est et le Japon ont toujours entretenu des relations étroites dans de nombreux domaines. En particulier, l'interdépendance économique du Japon et de l'Asie du Sud-Est est forte. Cette région a récemment gagné en importance sur le plan de la politique et de la sécurité, notamment pour ce qui est des routes maritimes comme le détroit de Malacca. Elle continuera par conséquent à bénéficier de l'aide du Japon.

● Résultats de la coopération par pays en Asie du Sud-Est (Exercice 2007)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. L'aide à l'Asie, y compris la coopération multi-pays, est de 45,121 925 milliards JPY.

État actuel du développement régional

Jusqu'ici, la JICA a contribué dans une large mesure au développement des ressources humaines des États membres de l'ANASE et du Timor-Leste durant les années de reconstruction post-conflictuelle et de développement économique. Concrètement, l'Agence a invité quelque 83 000 stagiaires en provenance des États membres de l'ANASE et détaché environ 34 000 experts dans ces pays. *1 Parmi les exemples de projets, citons ceux qui concernent les guides de santé maternelle et infantile, pour lesquels le Japon a partagé ses expériences réussies, les recherches menées en collaboration avec le Vietnam dans le secteur budgétaire et monétaire en vue de soutenir la mise en place d'une économie de marché et l'instauration d'un environnement favorable aux investissements étrangers au Vietnam, ou encore la prestation de conseils fondés sur les expériences du Japon pour l'élaboration d'un code civil. Si les États membres de l'ANASE diffèrent par leur niveau de développement et l'importance de

leur économie, tous enregistrent des taux de croissance compris entre 4,5 et 13,4 % (2005) *2 ; ceci indique que dans l'ensemble, l'ANASE suit un chemin de croissance régulier et durable.

Dans ses futures actions de coopération en faveur de l'ANASE, le Japon doit remplir ses responsabilités en tant que partenaire fiable de l'ANASE en tirant parti des réseaux cultivés jusqu'ici par le Japon et l'ANASE pour continuer à renforcer les liens entre le Japon et cette association. La JICA continuera à apporter son aide en s'appuyant sur les trois approches suivantes.

Premièrement, le Japon s'efforcera de privilégier les types d'aide ayant le plus large impact sur les États membres de l'ANASE. Pour ce, le Japon déterminera des priorités pour chaque État membre, et il poursuivra ses efforts de coopération en exploitant et en combinant d'une manière organique ses différents instruments de développement. En harmonisant la mise en œuvre des prêts en yens et de la coopération technique, le Japon

peut assurer la formation de ressources humaines dans les pays en développement tout en tirant parti de ses propres expériences pour diffuser plus largement les fruits de ses efforts de coopération.

Deuxièmement, les États membres de l'ANASE ont beau connaître un certain dynamisme économique, ils demeurent en proie à des conflits. C'est pourquoi le Japon souhaite mettre l'accent sur une aide favorisant la stabilisation de la région, en s'appuyant sur les instruments de développement et les réseaux humanitaires développés par la JICA.

Enfin, dans l'optique de l'intégration de l'ANASE en 2015, le

Japon compte encourager une coopération régionale censée corriger autant que possible les disparités régionales et mettre en place un cadre et un système communs pour administrer l'ensemble de la région ANASE. L'avancée de la mondialisation au sein de cette région ayant entraîné une diversification des problèmes à résoudre, le Japon doit tirer pleinement parti de ses systèmes et de ses savoir-faire.

*1 Source : Total cumulé pour la période fiscale 2006

*2 Source : *Indicateurs du développement dans le monde*, accessibles en ligne (mars 2008), Banque mondiale

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

1. Philippines

La République des Philippines est l'un des pays d'Asie du Sud-Est les plus fréquemment exposés à des catastrophes naturelles. Durant la dernière décennie, plus de 12 000 personnes ont été tuées ou blessées par des cyclones, des inondations, des éruptions volcaniques ou des tremblements de terre. Ces catastrophes ont eu également des effets désastreux sur l'agriculture et l'infrastructure de base (routes, ponts, etc.) du pays, ce qui n'a fait que renforcer les difficultés quotidiennes de la population, et notamment des pauvres. Depuis quelques années, on craint que la fréquence de ces catastrophes n'augmente à cause du changement climatique ; il importe de prendre rapidement des mesures pour y faire face.

Dans ce domaine, la JICA a fourni une aide d'urgence, contribué à la remise en état des zones frappées par les catastrophes et à la restauration des cours d'eau. Parallèlement, l'Agence a élaboré un programme coopératif sur la prévention des catastrophes, afin de fournir un effort global comprenant une aide relative aux systèmes et aux politiques, et le renforcement des capacités communautaires de prévention des catastrophes. L'objectif est de permettre à l'État philippin et à ses habitants de faire face aux catastrophes de manière continue et indépendante.

L'objectif de ce programme est de parvenir à l'horizon 2017, à : (1) mettre en place une politique de prévention des catastrophes, renforcer les capacités institutionnelles, et développer les ressources humaines du gouvernement philippin ; (2) fournir des équipements et des installations aux régions les plus vulnérables à l'impact des catastrophes ; (3) exploiter efficacement et renforcer les capacités de gestion des équipements utilisés dans la prévention des catastrophes – équipements de surveillance sismique et systèmes de prévision et d'annonce de crue ; et (4) renforcer les capacités communautaires de prévention des catastrophes par l'établissement d'une cartographie des risques et d'autres moyens.

L'association d'une aide sous forme de dons, de prêts en yens

et de la coopération technique pour la mise en œuvre de ce programme devrait permettre d'offrir une approche globale intégrant les aspects matériels (exemple : équipements et installations) et intellectuels (exemple : ressources humaines), et de potentialiser ainsi les effets de l'aide.

2. Indonésie

L'Indonésie a renoué avec une croissance stable après une période de crise économique. Toutefois, pour que l'essor de l'économie se poursuive à l'avenir, il est essentiel pour la JICA que ce pays adopte un mode de développement économique mettant l'accent simultanément sur l'est et l'ouest de son territoire. Pour favoriser ce type de croissance, il convient de consolider les industries à forte intensité de capital dans l'ouest du pays, centré sur la région métropolitaine dont on peut attendre un certain taux de croissance économique, et de développer les industries de transformation dans la partie orientale, qui compte de nombreuses régions pauvres. Aussi, la JICA développe actuellement un programme destiné à apporter une aide efficace à ces deux régions.

Par exemple, 30 % du PIB indonésien se concentre sur Jakarta et la région métropolitaine alentour, qui tire la croissance économique du pays. Dans le même temps, cette région doit faire face à un gros problème de congestion du trafic, en raison notamment d'une hausse de 162 % du nombre de véhicules particuliers entre 2001 et 2006. Son retard par rapport aux régions voisines en matière de systèmes de transports publics ne fait qu'aggraver le problème.

Cette congestion routière a un impact négatif sur les entreprises locales et le climat d'investissement. Toutefois, compte tenu de la multiplicité des administrations (ministères, organismes d'État, gouvernements régionaux) impliquées dans ce domaine, aucune solution concrète n'a encore vu le jour.

Pour contribuer à soulager la situation, la JICA a mis en œuvre en mars 2008 une étude de formulation de projets, et elle travaille actuellement à l'élaboration d'un programme en s'appuyant sur des consultations des ministères et organismes compétents au sein du gouvernement indonésien, l'objectif étant d'améliorer la circulation urbaine de manière intégrée. Ce programme se propose de développer des infrastructures facilitant les activités économiques dans la région urbaine sans provoquer d'importante congestion du trafic, même si la demande en matière de transports continue de croître dans la région métropolitaine.

Concrètement, ce projet s'assortit des trois objectifs suivants :

- (1) Mettre en place un nouveau système de transport urbain
- (2) Gérer la croissance urbaine par les transports
- (3) Promouvoir et améliorer l'informatisation des activités routières

Pour atteindre l'objectif consistant à instaurer un nouveau système de transport urbain, par exemple, la JICA s'apprête à lancer le développement



Un village dévasté par une coulée de boue (Philippines)

d'un réseau de transport urbain rapide (TUR) en s'appuyant sur des prêts en yens. Ces efforts se fondent sur les résultats d'une étude de développement réalisée par la JICA, portant sur l'amélioration de la circulation dans les zones urbaines. À l'avenir, la JICA entend accroître l'efficacité des efforts de développement en assurant une coopération technique destinée à renforcer les capacités de gestion de la société exploitant le système de TUR et à améliorer la communication entre cette société et les autres organismes chargés des transports publics.

3. Efforts en faveur de la stabilité régionale

La consolidation de la paix figure parmi les questions prioritaires de la Charte de l'APD (aide publique au développement) révisée en 2003 et de la politique à moyen terme de l'APD annoncée en 2005. En Asie du Sud-Est aussi, des efforts sont entrepris pour instaurer et consolider la paix dans les régions concernées, dans le contexte plus large de l'aide en faveur de l'intégration de l'ANASE. Concrètement, la JICA s'efforce de prendre en compte les besoins de l'île de Mindanao aux Philippines, des provinces de Maluku et d'Aceh en Indonésie, du Timor-Leste et du Myanmar, où la pauvreté engendrée par les conflits a pris des proportions inquiétantes. Par ailleurs, l'Agence déploie des efforts dans le sud de la Thaïlande, dont la stabilité se détériore depuis 2004. Pour promouvoir la stabilisation sécuritaire et la consolidation de la paix en Asie du Sud-Est, la JICA entend apporter une aide à deux niveaux aux régions et aux pays touchés par des conflits. Outre les projets habituels de coopération technique réalisés dans le cadre de la coopération bilatérale, la JICA va proposer des formations, des séminaires et des ateliers pour le développement du capital humain et le renforcement des capacités via un partenariat avec chaque État-membre de l'ANASE. Il s'agit d'apporter une assistance multidimensionnelle afin de susciter des synergies.

Dans l'île de Mindanao (Philippines), l'Agence a détaché du personnel japonais auprès de la Division du développement économique et social de l'Équipe internationale de surveillance (EIS) dès octobre 2006, afin d'étudier les besoins de développement de cette région et de faire le point sur les efforts liés aux projets de coopération. De plus, depuis février 2007, la JICA

élabore un plan d'aménagement à moyen et long terme pour cette région tout en déployant des projets de rétablissement d'urgence à l'échelon local.

Par ailleurs, la JICA assure la formation de ressources humaines sur l'île de Mindanao en collaboration avec la Malaisie. Quand le gouvernement japonais aura présenté son nouveau programme en faveur de la paix et de la stabilité à Mindanao – le programme initial avait été établi afin d'entreprendre des efforts de développement à Mindanao après la conclusion d'un accord de paix entre le gouvernement philippin et le Front islamique de libération Moro (MILF) – l'aide de la JICA prendra une nouvelle dimension, s'appuyant notamment sur des prêts en yens.

S'agissant de Maluku (Indonésie), la JICA met en œuvre le projet de consolidation de la paix à Maluku et d'aide à la reconstruction en Indonésie depuis juin 2006. Ce projet vise à revitaliser l'économie, à améliorer les services éducatifs, à assurer la sécurité et à renforcer les capacités des gouvernements régionaux. Au Timor-Leste et au Myanmar, la JICA réalise des projets intégrant le concept de sécurité humaine. Parallèlement, pour ce qui est du développement des ressources humaines, la JICA soutient les efforts d'aide nationaux en s'appuyant sur la formation pour les pays tiers, mise en œuvre dans d'autres États-membres de l'ANASE. Dans le sud de la Thaïlande, l'accès à cinq provinces est bloqué suite à la détérioration de la situation sécuritaire. Pour aider ces provinces, la JICA organise sur l'île de Penang des ateliers de renforcement des capacités pour des professeurs d'université et des étudiants du sud du pays, en collaboration avec des universités malaisiennes.

À ce jour, l'Agence a également organisé deux séminaires, auxquels elle a invité des habitants de ces trois zones de conflit – Mindanao, Aceh et sud de la Thaïlande – afin qu'ils échangent leurs expériences en matière de consolidation de la paix et de reconstruction. La JICA a ainsi poursuivi son aide multilatérale en faveur de la stabilisation de l'Asie du Sud-Est.

4. Coopération régionale

L'essor des économies du Sud-Est asiatique s'accompagne d'une baisse des efforts de coopération en faveur de pays tels

Sur le Terrain

Philippines

Coopération de longue date (23 ans) pour l'élaboration de cartes marines des Philippines

Une nouvelle édition de la carte marine électronique de la baie de Manille et de ses environs a été présentée à la communauté internationale.

Aux Philippines, nation archipélagique regroupant plus de 7 000 îles, les bateaux constituent un important moyen de transport. Toutefois, la navigation le long de côtes très découpées est dangereuse (risque d'échouement permanent).

L'utilisation de cartes marines permet d'améliorer la sécurité de la navigation dans ce type d'eaux ; ces cartes sont élaborées selon des normes internationales et publiées sous la responsabilité des autorités compétentes de chaque pays, pour pouvoir être utilisées par les marins tout autour du globe.

Or, les cartes marines en vigueur aux Philippines dataient d'il y a 50 ans ; elles avaient été produites en collaboration avec d'autres pays. N'ayant jamais été mises à jour, elles contenaient de nombreuses erreurs et utilisaient des unités de mesure obsolètes (système impérial). Pour les marins, il était donc difficile, voire dangereux, de les utiliser. Pour contribuer à améliorer la précision des cartes marines des Philippines, la JICA a mis en place dès 1984 une coopération technique centrée sur le développement des ressources humaines, et elle continue depuis à fournir une aide en phase avec les besoins du moment. À l'origine, cette coopération s'appuyait sur l'envoi d'experts chargés d'enseigner l'observation manuelle des hauteurs de marée et la méthode des levés hydrographiques. Aboutissement de toutes ces années de coopération, le projet de renforcement des capacités hydrographiques pour la sécurité de la navigation a démarré en 2006 ; son objectif est de renforcer les capacités techniques nécessaires à la refonte des cartes marines et à l'élaboration de cartes électroniques.

Six mois à peine après le début du projet, l'échouement d'une plateforme de sondage a endommagé l'échosondeur multifaisceaux – qui est au cœur du système de levé hydrographique – et contraint l'équipe à interrompre les levés pendant sept mois.

Toutefois, cet accident a poussé le personnel philippin à travailler plus vite pour compenser la lenteur des progrès réalisés au départ. Ils ont fini par rattraper les sept mois de retard et par obtenir des résultats dépassant les objectifs initiaux.

Un expert en mission de longue durée associé au projet a constaté en souriant : « L'expérience donne du pouvoir. C'est un travail où l'expérience est la clé de tout. L'énorme quantité de travail fournie par le personnel philippin est très encourageante pour la suite. À l'avenir, j'occuperai une autre position dans la chaîne de coopération : j'accueillerai les Philippines

venues suivre une formation au Japon. J'ai hâte de les retrouver dans un contexte de travail différent. »

(Bureau de la JICA aux Philippines)



Projet de renforcement des capacités hydrographiques pour la sécurité navigationalnelle

que la Malaisie et la Thaïlande, qui ont connu un développement appréciable.

D'un autre côté, des pays comme le Vietnam, le Laos, le Myanmar et le Cambodge, qui comptent parmi les membres les plus récents de l'ANASE, ont un PIB par habitant largement inférieur à 1000 USD. Ainsi, les pays d'Asie du Sud-Est présentent de fortes disparités en termes de rythme et de niveau de développement. De plus, les flux de personnes et de marchandises ont augmenté proportionnellement au dynamisme économique de la région, ce qui a eu certains effets négatifs. Ces dernières années, on a assisté à l'apparition ou à la recrudescence de problèmes transfrontières comme la propagation de la grippe aviaire et d'autres maladies infectieuses, le terrorisme et le trafic de drogue.

Pour traiter ces problèmes que la seule coopération bilatérale peut difficilement résoudre, la JICA et des experts externes ont exploré les approches qu'une « coopération régionale » permettrait d'envisager. Ainsi, sans occulter certaines questions importantes – S'agit-il d'un enjeu s'étendant au-delà des frontières ? Le pays en question dispose-t-il des ressources humaines ou des capacités organisationnelles nécessaires pour mettre en œuvre les initiatives stratégiques du gouvernement japonais ou une coopération à la japonaise ? – quatre domaines ont été retenus dans un premier temps. Il s'agit d'enjeux propres à la région, pour lesquels il est possible de prévoir l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet. Ces enjeux sont les suivants: (1) appui au développement du réseau de distribution de marchandises et développement régional pour l'Asie du Sud-Est; (2) réseau de transport et sécurité maritimes; (3) lutte contre les maladies infectieuses; et (4) lutte contre le changement climatique et les problèmes environnementaux. Certains de ces domaines font actuellement l'objet d'enquêtes et d'études, qui seront utilisées par la suite pour la formulation de projets concrets.

Par exemple, dans les mers d'Asie du Sud-Est, où se trouvent les détroits de Malacca et de Singapour et où règne un intense trafic maritime, il est essentiel d'assurer la sécurité du transport maritime et de mettre en œuvre des mesures opportunes contre la piraterie et d'autres formes de criminalité transfrontière, afin de maintenir et d'améliorer la valeur du bien public que constituent les voies navigables d'Asie. Lors du sommet Japon-ANASE de novembre 2007, Yasuo Fukuda, alors

premier ministre du Japon, annonçait la disponibilité de l'aide financière et des ressources humaines nécessaires pour garantir la sécurité maritime. Conformément à cette initiative, la JICA et le corps de Garde-Côtes du Japon, qui avaient mis en œuvre une coopération bilatérale aux Philippines, en Malaisie et en Indonésie afin d'améliorer les capacités respectives de ces pays, formulent en outre un cadre de coopération et des projets concrets pour promouvoir la coopération entre les autorités chargées de la sécurité maritime dans les différents pays de la région via des échanges humains et techniques.

Par ailleurs, la coopération avec les organismes internationaux à vocation régionale joue un rôle clé dans la promotion de la coopération régionale. Partant de ce point de vue, la Charte de l'ANASE a été adoptée en novembre 2007. La JICA envisage en outre de collaborer avec le Secrétariat de l'ANASE pour renforcer son efficacité et ses capacités sur le plan juridique, en vue d'atteindre l'objectif d'intégration de l'ANASE à l'horizon 2015. À côté des initiatives stratégiques du gouvernement japonais et en collaboration avec le Secrétariat de l'ANASE, l'objectif est d'aider la région à apporter une réponse suivie aux enjeux auxquels elle est confrontée dans son ensemble, en accord avec l'évolution des politiques élaborées au sein de l'ANASE.



Des Garde-Côtes suivent une formation (Philippines).

Sur le Terrain

Myanmar

Soutien d'un projet d'administration des services sociaux (participation sociale des sourds)

Création d'un environnement favorable à la participation sociale des sourds

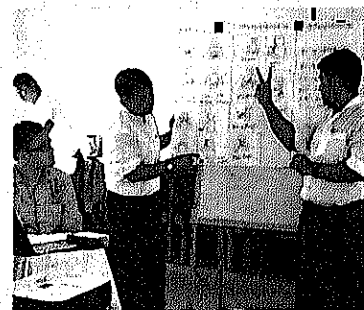
Au Myanmar, où les services sociaux en faveur des personnes handicapées sont très insuffisants, les sourds ont beaucoup de mal à participer à la vie sociale. Dans le cadre de ce projet, des administrateurs des services sociaux, des écoles pour les sourds gérées par l'État et par des organisations à but non lucratif, et des organisations pour les sourds travaillent de concert à l'élaboration et à la distribution d'un manuel d'apprentissage de la langue des signes (signes standard). L'objectif est de renforcer les liens de coopération entre l'administration et les personnes atteintes de surdité, et de créer un environnement favorisant la participation sociale de ces dernières.

Des experts versés dans la langue des signes effectuent actuellement une mission de longue durée au Myanmar. Quand ces experts sont arrivés, les sourds étaient tellement heureux de pouvoir communiquer avec d'autres personnes sans interprète qu'au début, ils n'ont cessé de monopoliser la conversation pour exprimer leurs exigences. Quatre mois se sont écoulés depuis, durant lesquels administrateurs, sourds et experts ont continué à discuter de la façon dont l'État pourrait répondre à leurs revendications. Les sourds sont en train de changer peu à peu de point de vue. Ils commencent à se rendre compte qu'il ne suffit pas d'exprimer ses idées pour se faire entendre. Pour faire évoluer une

situation, il faut passer à l'action. Pour les sourds, cela signifie dans un premier temps collaborer plus activement avec l'administration. Dans le même temps, les administrateurs remarquent les changements qui s'opèrent chez les sourds, et ils commencent à réfléchir à la façon dont l'État pourrait prendre en compte leur point de vue.

Dans le cadre de ce projet, tout le personnel concerné apprend la grammaire de la langue des signes pour pouvoir élaborer un manuel

d'apprentissage de cette langue. Les sourds et les non-sourds ont uni leurs efforts pour aller de l'avant, étape par étape.
(Bureau de la JICA au Myanmar)



Présentation réalisée par les sourds à l'intention du groupe de travail

Asie de l'Est

Asie de l'Est

Piliers de l'aide Développement des ressources humaines et renforcement des institutions par les relations humaines

Pendant plus de 20 ans, le Japon a permis à la Chine de mettre en œuvre ses politiques de réforme et d'ouverture, lancées vers la fin des années 1970. Ces efforts ont largement contribué au remarquable essor économique de ce pays. Toutefois, les besoins d'aide de la Chine ont changé en raison de son développement rapide et de l'évolution de sa structure socioéconomique. De son côté, le Japon, qui subit durablement les effets de la crise économique et financière, doit justifier l'utilisation efficace et rationnelle de l'aide. Le contexte entourant l'APD en faveur de la Chine ayant changé radicalement, le ministère japonais des Affaires étrangères a lancé en octobre 2001 le plan de coopération économique en faveur de la Chine.

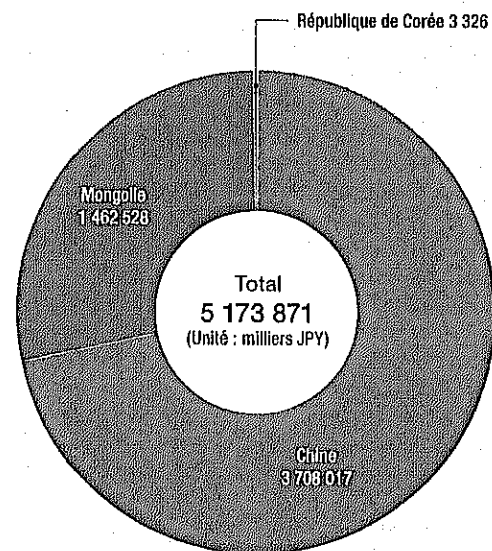
En mars 2006, le gouvernement chinois a formulé un autre plan quinquennal en vue de parvenir à une société équilibrée. La JICA s'attache à prendre pleinement en compte les besoins d'aide de la Chine en s'appuyant sur son plan quinquennal, et elle met en œuvre une coopération conforme au plan de coopération économique en faveur de la Chine. La JICA concentre son appui technique à la Chine sur les trois priorités ci-après, tout en s'intéressant au soutien apporté par le Japon aux activités menées par le secteur privé et aux progrès de la coopération multilatérale.

- (1) Prise en compte des problèmes environnementaux et d'autres enjeux de portée mondiale
- (2) Appui aux politiques de réforme et d'ouverture
- (3) Promotion de la compréhension mutuelle

La dissolution du COMECON, en 1991, a précipité l'économie mongole dans le chaos. Toutefois, depuis 1995, la situation s'est progressivement rétablie grâce à des politiques de stabilisation économique rigoureuses et à l'aide de divers pays dont le Japon. Le soutien à la Mongolie, qui a entamé sa transition vers une économie de marché, repose sur le programme japonais d'aide en faveur de ce pays, lancé par le ministère des Affaires étrangères en novembre 2004. La coopération de la JICA est mise en œuvre conformément à ce programme, qui a identifié les quatre priorités suivantes.

- (1) Soutien au renforcement des institutions et au développement des ressources humaines nécessaires à la transition vers une économie de marché
- (2) Soutien au développement rural
- (3) Soutien à la protection de l'environnement
- (4) Soutien au développement des infrastructures nécessaires à l'activité économique

● Résultats de la coopération par pays en Asie de l'Est (Exercice 2007)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. L'aide à l'Asie, y compris la coopération multi-pays, est de 45,121 925 milliards JPY.

* La coopération en faveur de la République de Corée a consisté notamment en une aide d'urgence.

État actuel du développement régional

Chine – Instauration d'une société équilibrée

La Chine a réussi à maintenir durablement une croissance économique élevée, avec un taux de croissance réel moyen de plus de 9 % par an au cours des vingt dernières années. Le PIB réel par habitant est passé de 225 à 2 040 USD entre 1978 et 2006. Depuis que la Chine a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en décembre 2001, son poids dans l'économie mondiale n'a cessé de croître. Depuis cette date, le volume total de ses échanges a plus que doublé pour atteindre 1,7 billion USD en 2006, ce qui la place au troisième rang mondial. De plus, ce

pays est le plus important partenaire commercial du Japon.

Par contre, dans son rapport d'activité publié en mars 2007, le gouvernement chinois soulignait la nécessité de résoudre bon nombre de problèmes et de contradictions pour qu'une société équilibrée puisse voir le jour. Parmi les problèmes à traiter, citons la pollution de l'environnement, la consommation massive de ressources et d'énergie, et l'accroissement des disparités entre zones urbaines et zones rurales ou entre régions.

Mongolie

Le taux de croissance annuel moyen du PIB de la Mongolie, qui était de 2,7 % entre 1995 et 2002, a bondi par la suite, caracolant à 9,9 % en 2007. Le PIB par habitant ayant atteint 1 480 USD (en 2007), les organisations internationales et les pays donateurs ont reconnu que les préparatifs des réformes nécessaires à la transition de la Mongolie vers une économie de

marché étaient achevés.

Or, si la situation macroéconomique est satisfaisante, presque 36 % de la population – il s'agit pour l'essentiel de personnes vivant dans des zones rurales ou ayant quitté les campagnes pour s'installer dans des Ger (ou yourtes) aux abords de la capitale – vit dans le dénuement. Le taux de chômage atteint 14,2 % et le creusement des disparités est préoccupant.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Chine

1. Lutte contre les atteintes à l'environnement et les maladies infectieuses

Les atteintes à l'environnement et les maladies infectieuses demeurent très préoccupantes en Chine. Ces problèmes qui s'étendent au-delà des frontières nationales peuvent aussi avoir un impact sur le Japon, d'où la nécessité d'une coopération internationale pour y remédier. La JICA apporte un soutien politique et technique à la prévention du réchauffement planétaire et à la promotion d'une économie circulaire. Elle apporte également un appui en matière de développement des ressources humaines, de planification et de développement technique, en vue de permettre la préservation et la restauration du milieu naturel, et l'utilisation durable des ressources en eau.

En ce qui concerne les maladies infectieuses, la JICA, dont les efforts ont contribué à l'éradication de la poliomyélite en Chine, s'engage dans la lutte contre le VIH/sida et l'épidémie de SRAS, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS).



Service ambulancier de dépistage du sida pour les travailleurs migrants (projet de lutte contre le VIH/sida dans le Gansu, en Chine)

2. Transition vers une économie de marché et bonne gouvernance

Pour soutenir les activités menées par le secteur privé japonais, il importe de mettre en place une économie de marché qui soit conforme aux règles internationales.

Plus précisément, l'Agence apporte son soutien au développement d'une législation relative à l'économie et aux entreprises, et elle assure la formation de ressources humaines. Dans le développement de ressources humaines, la JICA s'appuie sur l'expérience du Japon et sur la situation actuelle du pays pour mettre en place et diffuser des systèmes fiscaux et de protection de la propriété intellectuelle qui soient conformes aux règles internationales.

Pour faciliter l'avènement d'une société où règne l'équité, la JICA appuie le gouvernement mongol dans la mise en place de politiques et de systèmes.

3. Favoriser la compréhension mutuelle entre les citoyens du Japon et de la Chine

La compréhension mutuelle entre les citoyens des deux pays est essentielle à l'instauration de bonnes relations à long terme.

La JICA multiplie les occasions, pour les populations des deux pays, d'avoir des contacts directs et d'améliorer leur compréhension de la culture et de la société de l'autre ; elle s'appuie pour

cela sur diverses formes d'activités, comme l'envoi de volontaires, l'encouragement d'échanges entre les administrations locales des deux pays, les programmes de formation de jeunes adultes, la formation de jeunes cadres au Japon, le soutien aux activités des ONG, etc.

Mongolie

1. Éducation et développement des ressources humaines du secteur privé

En Mongolie, où sont jetées les fondations des réformes nécessaires à la transition vers une économie de marché, il est essentiel d'instaurer une croissance économique stable. La JICA apporte une aide dans le domaine de l'éducation, en privilégiant l'enseignement de base, afin de développer les ressources humaines dans l'administration (dont les services fiscaux), ces ressources étant appelées à jouer un rôle fondamental pour l'avenir du pays. Pour continuer à dynamiser le secteur privé, qui représente 80 % du PIB, la JICA s'attache à mettre en place un cadre juridique favorable à l'activité économique, et à valoriser les ressources humaines du secteur privé. La JICA bénéficie dans cette entreprise de l'aide du Centre Japon-Mongolie pour le développement des ressources humaines.



Des enfants réalisent une expérience scientifique. Une méthode pédagogique les incitant à réfléchir en expérimentant a été conçue et mise en place dans le cadre d'un projet (projet d'amélioration des méthodes éducatives au service du développement des enfants en Mongolie).

2. Développement rural

Sur le plan du développement rural, la JICA assure une coopération axée sur la correction des disparités entre les zones rurales et la capitale. À cet effet, elle s'emploie à renforcer et à soutenir le secteur de l'agriculture et de l'élevage, qui constitue la principale activité économique du pays.

3. Protection de l'environnement

La JICA fournit également une aide à la prise en compte de problèmes environnementaux comme la prolifération des déchets solides dans les zones urbaines ou les tempêtes de sable jaune, qui au-delà des frontières nationales ont un impact négatif sur l'Asie du Nord-Est.

De plus, étant donné que le développement des infrastructures constitue la pierre angulaire de la croissance économique mongole, la JICA apporte une aide en matière d'aménagement urbain. L'Agence contribue notamment à améliorer l'infrastructure de base dans les banlieues d'Oulan-Bator (zones de campement de ger), confrontées à une concentration rapide de population.

Asie centrale et Transcaucasie

Piliers de l'aide

Soutien à la démocratisation, à la transition vers une économie de marché et à la reconstruction des secteurs sociaux

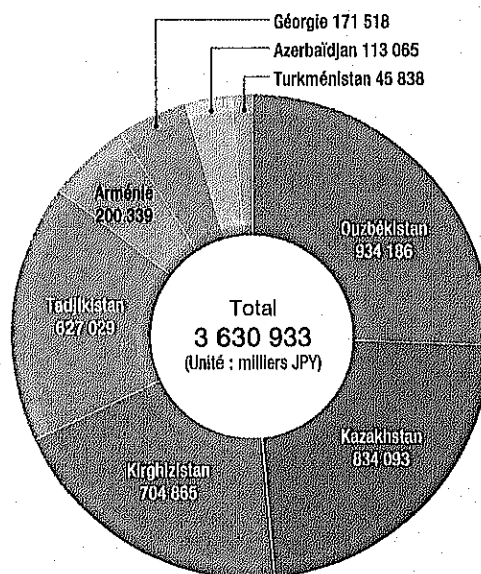
L'Asie centrale et la Transcaucasie ont toujours occupé une position stratégique sur la route de la Soie qui reliait l'Europe et l'Asie. Depuis des temps immémoriaux, ces deux régions sont un lieu de commerce et de brassage des populations. La région compte aujourd'hui huit pays. Une quinzaine d'années ont passé depuis l'effondrement de l'Union soviétique et l'accession à l'indépendance des pays de la région. Certains ont réalisé de grands progrès dans la transition vers une économie de marché. Mais certains pays de la région sont toujours en proie à la pauvreté et conservent un système politique et économique fermé, tandis que d'autres ont connu un changement de régime à l'issue d'une révolution démocratique. Ces pays présentent donc de fortes disparités en termes de rythme et de niveau de développement.

Cette région possède d'abondantes ressources naturelles : pétrole et gaz naturel de la Caspienne, et métaux rares comme l'uranium. En conséquence, elle bénéficie d'une attention croissante de la communauté internationale, qui y a lancé des projets de construction de nouveaux oléoducs et gazoducs et de remise en état des réseaux routier et ferroviaire.

Toutefois, en dehors des zones urbaines, les conditions de vie demeurent rudes. Des enjeux comme la réduction de la pauvreté et la création d'emplois doivent donc être pris très au sérieux. Si chaque pays a entamé un processus pour s'établir en tant qu'État indépendant, il est plus que jamais nécessaire de promouvoir la coopération régionale pour résoudre les problèmes communs à tous ces pays (mise en place des systèmes nécessaires à la démocratisation et à la transition vers une économie de marché, etc.), ou dépassant les frontières nationales (développement des réseaux logistiques et de transport, etc.).

La JICA assure un soutien aux politiques et au développement des ressources humaines nécessaires à la transition vers une économie de marché, au développement de l'infrastructure économique (réseau routier, etc.) et à la remise en état de l'infrastructure sociale (santé publique et développement des zones rurales et paupérisées, notamment). Elle déploie par ailleurs des activités destinées à développer l'industrie et à promouvoir la coopération régionale, dans le cadre du dialogue « Asie centrale plus Japon », initié par le Japon.

● Résultats de la coopération par pays en Asie centrale et en Transcaucasie (Exercice 2007)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. L'aide à l'Asie, y compris la coopération multi-pays, est de 45,121 925 milliards JPY.

État actuel du développement régional

Dynamisme de cette région traversée par la route de la Soie

L'Asie centrale, qui se compose de cinq pays – Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Turkménistan et Tadjikistan – s'étend au cœur du continent eurasiatique ; elle a des frontières communes avec la Russie au nord, la Chine à l'est, l'Afghanistan, le Pakistan et d'autres pays au sud. Située de l'autre côté de la mer Caspienne, la Transcaucasie correspond à la partie occidentale de l'Asie centrale. Elle regroupe l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie.

Tous les pays de la région, intégrés à l'Union soviétique

dans les années 1920, ont recouvré leur indépendance après l'effondrement de celle-ci en 1991. Ils occupaient autrefois un emplacement stratégique sur la « route de la Soie », la voie commerciale qui reliait l'Orient et l'Occident. Au total, ces deux régions couvrent 4,2 millions de km² et abritent quelque 75 millions d'habitants.

Sur le plan religieux, l'islam a repris pied dans les cinq pays d'Asie centrale et en Azerbaïdjan ; toutefois, chacun de ces pays a opté pour des institutions laïques, et le Coran n'y est pas interprété avec autant de rigueur que dans les pays fondamentalistes. L'Arménie et la Géorgie, quant à elles, ont toujours été dominées

par le christianisme, et elles ont toutes deux une culture, une langue et un alphabet qui leur sont propres. La région se caractérise par une mosaïque ethnique complexe, accueillant aussi des Turcs, des Slaves et des Perses.

La région qui s'étend de l'Asie de l'Est au Moyen-Orient, en passant par l'Asie centrale, forme un « arc instable ». L'instauration d'un environnement plus stable et le développement socioéconomique de l'Asie centrale et de la Transcaucasie, situées au cœur de l'arc, sont d'une importance cruciale pour la paix et la prospérité de la communauté internationale. C'est pourquoi le Japon apporte un soutien actif à ces pays depuis leur indépendance.

Diversification politique et économique

Depuis leur indépendance, tous ces pays ont progressé dans leur transition vers une économie de marché. Ils affichent toutefois des disparités croissantes en termes de développement économique, selon la richesse de leurs ressources naturelles et leur rythme de mise en œuvre des réformes. Le Kazakhstan, le Kirghizistan ainsi que les trois pays transcaucasiens progressent résolument vers la libéralisation des échanges, la déréglementation, la privatisation des entreprises publiques et d'autres réformes structurelles. Le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan ont connu une croissance économique rapide ces dernières années, grâce à l'exploitation des gisements pétroliers en mer Caspienne.

L'économie de la Géorgie, dont le territoire est traversé par l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (oléoduc BTC, qui transporte du brut produit dans le bassin caspien jusqu'au port de Ceyhan en Turquie), devrait profiter des revenus générés par le passage de cet ouvrage, achevé en 2006. Au Kirghizistan, les chiffres de l'endettement ont enregistré une amélioration grâce à la relance économique et à une gestion budgétaire rigoureuse. Le principal problème que doit affronter le Kirghizistan est le maintien de la croissance économique malgré l'inflation, alimentée par des facteurs comme la hausse des prix du blé.

L'Ouzbékistan et le Turkménistan, quant à eux, ont pris leurs distances par rapport aux programmes de réforme radicaux, et suivent leur propre voie, plus progressive, pour opérer les changements nécessaires. Au Tadjikistan, après des années de guerre civile, un accord de paix a été signé en 1997, et des élections législatives organisées en 2000. Le pays prend aujourd'hui des mesures énergiques pour réformer son économie, en s'appuyant sur le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) élaboré en 2002 (et révisé en 2007, le CSLP2 étant en cours d'élaboration).



Un expert enseigne une technique d'horticulture fruitière à des agriculteurs locaux (amélioration des techniques de culture fruitière dans la province de Fergana, en Ouzbékistan).

Outre l'exploitation des ressources naturelles, les principaux secteurs d'activité de la région sont l'agriculture, l'élevage et l'industrie agro-alimentaire, qui transforme les produits primaires des deux premiers secteurs. Les activités agricoles en Asie centrale sont centrées sur l'agriculture montagnarde non irriguée (blé et orge) et l'élevage, essentiellement au Kazakhstan, et sur la culture du coton – qui utilise l'irrigation à grande échelle – principalement en Ouzbékistan et au Turkménistan. La majeure partie de la Transcaucasie jouit d'un climat de type méditerranéen, et chaque pays pratique une agriculture adaptée au climat et aux conditions locales, comme en témoignent le cognac arménien et le vin géorgien, déjà réputés durant l'ère soviétique.

Dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage, les anciennes exploitations collectives – kolkhoz et sovkhoz – héritées de l'ère soviétique ont été dissoutes à mesure que chaque pays progressait vers une économie de marché. Si les efforts diffèrent d'un pays à l'autre, la mise en place de nouveaux systèmes de production, de traitement, de distribution et de commercialisation demeure un enjeu critique.

Démocratisation et relations internationales

Dans la plupart des anciennes républiques d'URSS, les élites au pouvoir à l'ère soviétique ont été maintenues à la tête de l'État après l'indépendance. Cela vaut pour de nombreux pays d'Asie centrale et de Transcaucasie. Toutefois, la « révolution des roses » a éclaté en Géorgie en novembre 2003, et le Kirghizistan a connu sa « révolution des tulipes » en mars 2005. Quoique de nature quelque peu différente, ces événements ont entraîné un changement de régime dans ces deux pays. Au Turkménistan, un nouveau président a été investi en février 2007, suite au décès de l'ancien chef de l'État. Dans ces pays, on observe avec intérêt le remplacement de dirigeants fortement autoritaires, susceptible de marquer un tournant dans les réformes entreprises à l'échelle nationale.

De plus, l'environnement international de la région est en constante mutation. Depuis quelque temps, la Chine renforce son engagement politique et économique en Asie centrale par le biais de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). La Russie progresse dans la restructuration de la Communauté économique eurasienne (CEE), étendant son influence dans la région. Suite aux attentats du 11 septembre 2001 et aux frappes aériennes qui ont suivi contre l'Afghanistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan ont autorisé les troupes américaines et européennes à stationner sur leur territoire, ce qui a eu pour effet de renforcer provisoirement la présence américaine en Asie centrale. Cependant, compte tenu de l'influence croissante de la Chine et de la Russie dans cette région, la situation a singulièrement changé, et l'armée américaine s'est retirée en novembre 2005 d'une base aérienne que l'Ouzbékistan lui avait concédée jusqu'alors.

En Transcaucasie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie resserrent leurs liens avec l'Occident, notamment dans le domaine de l'exploitation pétrolière et du développement d'oléoducs. En Géorgie, la « révolution des roses » de novembre 2003 avait déclenché un changement politique. Le processus de démocratisation et de libéralisation économique engagé depuis progresse à grands pas, suscitant les louanges de la communauté internationale. En Transcaucasie, l'imbrication complexe de nombreux groupes ethniques possédant chacun sa langue, sa culture et sa religion est souvent à l'origine de conflits interethniques, qui constituent l'un des problèmes auxquels la région demeure confrontée.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Donner corps aux nouvelles stratégies régionales

En août 2004, Yoriko Kawaguchi – alors ministre des Affaires étrangères – s'est rendue en Asie centrale pour promouvoir le dialogue « Asie centrale plus Japon » avec les huit États de la région. Dans le cadre de ce dispositif, outre le renforcement des relations bilatérales relevant de la traditionnelle « diplomatie de la route de la Soie », le Japon s'emploie à soutenir la coopération intra-régionale pour les questions communes à toute la région (terrorisme, lutte contre la drogue, infrastructures de transport, ressources hydriques et énergétiques, commerce, protection de l'environnement, etc.) ainsi que la coordination avec des pays voisins extérieurs à la région comme l'Afghanistan.

Coopération avec l'Asie centrale

La JICA encourage la coopération intra-régionale dans le cadre du dialogue régional « Asie centrale plus Japon » et, pour favoriser le développement autonome de la région, elle concentre ses efforts sur quatre domaines : (1) appui à la transition vers une



Séance de formation (projet de développement des ressources humaines dans le secteur des TI [Centre national des TI] au Kirghizistan)

économie de marché ; (2) aide à la reconstruction des secteurs sociaux ; (3) développement infrastructurel ; et (4) soutien à la coopération intra-régionale.

Le soutien à la transition vers une économie de marché recouvre l'aide aux petites et moyennes entreprises, le soutien d'une adhésion à l'OMC, l'aide à la mise en place de systèmes juridiques, le renforcement des institutions, et le développement des ressources humaines pour les réformes du système financier. De plus, en Ouzbékistan, au Kirghizistan et au Kazakhstan, la JICA a ouvert des Centres Japon pour le développement des ressources humaines. Ces centres sont ouverts au public animé par un objectif précis : ils proposent par exemple des cours de gestion pour former des ressources humaines capables d'accompagner la transition vers une économie de marché. Ils dispensent également des cours de japonais et organisent des activités pour améliorer la compréhension mutuelle.

L'aide à la reconstruction des secteurs sociaux comprend les politiques de réforme, la prestation de conseils techniques et la modernisation des équipements sanitaires et éducatifs. Parallèlement, des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) sont envoyés dans tous ces pays.

Dans le domaine du développement infrastructurel, la JICA assure une coopération pour la mise en place de systèmes permettant d'améliorer les capacités d'entretien et de gestion des infrastructures (d'approvisionnement en eau, par exemple), le développement des ressources humaines et le développement du réseau routier transrégional. L'aide apportée dans ce dernier domaine, par exemple, contribue grandement à promouvoir la coopération intra-régionale.

Coopération en faveur des trois pays transcaucasiens

Pour soutenir les efforts visant à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie dans les trois pays transcaucasiens, la JICA s'est fixé deux priorités : (1) l'accroissement des revenus et la promotion de l'emploi, et (2) l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services publics. Elle mène actuellement des programmes de formation destinés aux responsables de petites et moyennes entreprises (PME), ainsi qu'une coopération dans le domaine de l'eau.

Sur le Terrain

Tadjikistan

Projet expérimental de location de tracteurs, Association des fermes *dehkan*

Appui au renforcement des capacités de l'Association : le projet de location de tracteur (travaux agricoles en sous-traitance) remporte un franc succès

Au Tadjikistan, les exploitations collectives héritées de l'ère soviétique ont été démantelées progressivement après l'accession du pays à l'indépendance en 1991 ; les fermes « dehkan », des unités agricoles gérées de manière privée, ont été créées par la suite. L'Association des fermes dehkan est une organisation d'agriculteurs reconnue par la loi. Or, les capacités organisationnelles des agriculteurs sont encore insuffisantes, et pour l'heure, les activités de la plupart des associations établies dans les différentes provinces tadjikes se limitent à la tenue d'ateliers. Le matériel agricole fait cruellement défaut. La plupart des agriculteurs ne possèdent pas de tracteur, et sont contraints d'emprunter ce genre d'engin à ceux qui en possèdent un. Il s'agit alors de modèles obsolètes datant de l'époque des fermes collectives.

En 2005, le président de l'Association des fermes dehkan de la province de Fayzabad a suivi une formation dispensée par la JICA à Sapporo, intitulée « Organisation des agriculteurs et rôle des coopératives agricoles dans les pays d'Asie centrale ». Il a eu l'idée de créer une association proposant divers services aux agriculteurs, à l'instar des coopératives japonaises, et a commencé à élaborer un projet de location de tracteurs (travaux agricoles

en sous-traitance). Le bureau de la JICA l'a positionné comme projet expérimental dans la perspective d'un futur projet de coopération technique (actuellement à l'étude) destiné à renforcer les capacités des organisations d'agriculteurs. L'Agence a fait don d'un tracteur et d'un lot d'accessoires au titre de la coopération ultérieure. Quelques mois à peine après le lancement du projet, la prestation de services de labour et d'autres travaux agricoles à coût abordable remporte un grand succès auprès des agriculteurs, et le calendrier de réservation est plein. Les revenus générés par ce service sont mis de côté pour financer l'achat du prochain tracteur et l'organisation

d'ateliers techniques. Ils contribuent ainsi à renforcer les capacités de l'Association.
(Bureau de la JICA au Tadjikistan)



Tracteur destiné à la réalisation de travaux agricoles en sous-traitance

Asie du Sud-Ouest

Asie du Sud-Ouest

Piliers de l'aide : Coopération privilégiant la réduction de la pauvreté et le développement économique

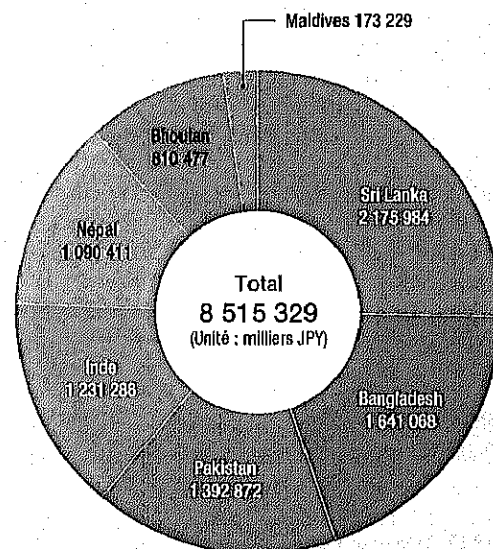
Sur les quelque 1,5 milliard d'habitants que compte l'Asie du Sud-Ouest, près de 500 millions vivent dans le dénuement ; c'est donc la région du monde qui possède la plus forte proportion de pauvres après l'Afrique subsaharienne. En Asie du Sud-Ouest, le développement des secteurs sanitaire et éducatif accuse un retard important par rapport au reste du monde, et les inégalités liées au genre perdurent. Cette région présente une grande diversité ethnique, religieuse et linguistique, ce qui contribue à sa richesse socioculturelle mais aussi à son instabilité politique et sociale. On y recense plusieurs zones de conflit.

L'apaisement progressif des tensions entre l'Inde et le Pakistan depuis 2003 a engendré un contexte favorable à l'activité économique des différents pays de la région. L'Asie du Sud-Ouest affiche une assez bonne santé économique, comme le montre l'exemple de l'Inde, qui a enregistré des taux de croissance élevés ces dernières années. Alors que ces bons résultats économiques devraient avoir des effets stabilisateurs pour la région, celle-ci continue à souffrir d'instabilité politique.

Face à cette situation, la JICA fait de la réduction de la pauvreté et de la croissance économique les deux axes prioritaires de son aide à l'Asie du Sud-Ouest. Pour contribuer à faire reculer la pauvreté, l'Agence concentre ses efforts sur l'amélioration des conditions de vie de la population, en mettant l'accent sur le concept de sécurité humaine et sur les considérations de genre. Ses actions portent notamment sur la santé, l'éducation, l'accès à l'eau salubre, le développement communautaire et la valorisation des ressources humaines. À l'appui du développement économique, la JICA assure une coopération axée sur le développement de l'infrastructure économique et la promotion du commerce et des investissements en direction du secteur privé. L'Agence s'emploie à renforcer l'articulation avec les projets d'aide financière. Le soutien au développement de l'économie est également efficace pour encourager les partenariats économiques entre le Japon et cette région, et pour progresser en matière de réduction de la pauvreté.

Par ailleurs, la JICA appuie les efforts de consolidation de la paix au Népal et au Sri Lanka, toujours en proie à des conflits, et elle apporte un soutien à la prévention des catastrophes naturelles et à la reconstruction au Pakistan et au Bangladesh, touchés par des catastrophes naturelles. Voici les grandes lignes de la coopération spécifique à cette région.

● Résultats de la coopération par pays en Asie du Sud-Ouest (Exercice 2007)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. L'aide à l'Asie, y compris la coopération multi-pays, est de 45,121 925 milliards JPY.

État actuel du développement régional

Les pays d'Asie du Sud-Ouest progressent dans leur mise en œuvre de politiques de développement axées sur la réduction de la pauvreté. Si l'on constate certaines améliorations dans les différents pays, les indicateurs de développement social relatifs à la santé et à l'éducation restent très insuffisants ; par conséquent, c'est de cette région que dépendra la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En Asie du Sud-Ouest, diverses questions politiques et sociales sont liées de manière complexe à des facteurs comme l'appartenance ethnique, la religion, la langue et le climat. Si cela contribue à une profonde diversité socioculturelle, il importe de comprendre ce contexte et d'apporter une aide détaillée et adaptée à chaque

région et à chaque situation.

Ces dernières années, l'Asie du Sud-Ouest – à l'exception de certaines régions – a enregistré une croissance économique plutôt satisfaisante, avec des taux annuels dépassant les 5 %. En particulier, l'Inde a connu un développement économique remarquable : son taux de croissance a atteint 7,2 % par an en moyenne durant la période couverte par le dixième plan quinquennal (mars 2002 – juillet 2006), chiffre supérieur aux 5,5 % de moyenne annuelle enregistrée sous le précédent plan quinquennal (1997/98 – 2001/02). Conséquence de ce dynamisme économique, la classe moyenne a gagné en importance et la proportion de pauvres a quelque peu diminué. En revanche, les

disparités entre les zones rurales et la capitale sont en hausse.

D'autres pays de la région déplorent également l'accroissement des disparités qui accompagne la croissance économique. De plus, l'économie de la plupart d'entre eux étant fondée sur l'agriculture, elle dépend fortement des aléas climatiques. Beaucoup demeurent tributaires de l'exportation de certains produits, pour l'essentiel agricoles et textiles, et possèdent par conséquent

une structure économique fragile.

Pour instaurer une croissance économique durable, il leur faut éradiquer la corruption, mettre en place un système de gouvernance fondé sur la primauté du droit, et garantir l'efficacité et la transparence de l'administration. L'amélioration de la gouvernance est l'un des enjeux communs à tous les pays de la région.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Prise en compte de la sécurité humaine

Dans cette région qui concentre un tiers des déshérités de la planète, la lutte contre la pauvreté apparaît comme une priorité commune à tous les pays ; les projets y sont par conséquent formulés et mis en œuvre en intégrant à un stade précoce la perspective de la sécurité humaine.

Par exemple, la JICA fournit aux populations et aux régions dont les conditions de vie de base ne sont pas assurées une aide sous forme de services leur profitant directement (accès à l'eau salubre, assainissement, soins de santé, etc.). Au Sri Lanka, elle met en œuvre un projet axé sur la remise en état des infrastructures de base et l'autonomisation de groupes communautaires.

Les populations pauvres sont vulnérables aux maladies infectieuses endémiques et aux effets de la pollution. Aussi, la JICA appuie la lutte contre la tuberculose ainsi que le programme élargi de vaccination et de lutte contre la poliomyélite au Pakistan, elle contribue à la lutte contre les maladies infectieuses – plus particulièrement la filariose et la tuberculose – et soutient des mesures contre la contamination à l'arsenic des eaux souterraines au Bangladesh.

Dans ce pays, la pollution à l'arsenic de l'eau potable menace sérieusement la santé de la population, qui a besoin de cette eau pour sa survie. Face à cette situation, la JICA s'appuie sur différentes approches, dont des partenariats avec des ONG, pour apporter une aide globale alliant des mesures bénéficiant directement à la population locale et un appui au renforcement des capacités du gouvernement central et des pouvoirs publics locaux.

Développement économique

Dans ce domaine, le développement de l'infrastructure et la promotion du commerce et de l'investissement sont des enjeux communs à la région. L'infrastructure sous-tend la croissance économique du pays ou de la région, et c'est un facteur susceptible d'encourager les investissements dans le secteur privé. Outre l'infrastructure économique, l'amélioration de la gouvernance aura des effets positifs sur l'environnement d'investissement, la promotion de l'investissement et les gains de productivité, et par conséquent sur la croissance économique.

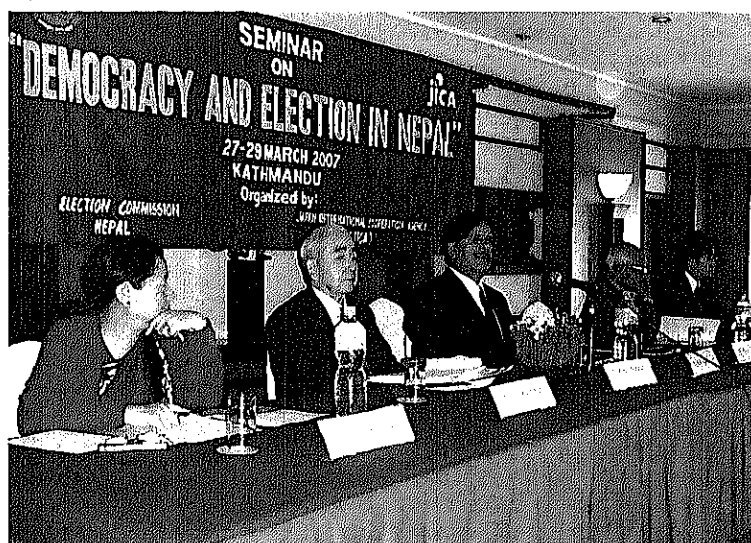
Le secteur de la circulation et des transports est au cœur du développement de l'infrastructure économique. Or, le problème majeur, commun à tous les pays d'Asie du Sud-Ouest, est l'absence d'un réseau routier suffisamment développé. Ainsi, la JICA assure une coopération technique pour le développement de voies de communication terrestres, y compris les ponts ; cette coopération est associée à des prêts en yens et à des apports d'aide financière non remboursable.

En Inde, le développement de l'infrastructure n'arrive pas à suivre le rythme rapide du développement économique. Dans ce pays, le Japon soutient le développement de l'infrastructure essentiellement par des prêts en yens. L'appui au développement

et à l'amélioration des grandes lignes de fret ferroviaire doit contribuer à promouvoir l'activité socioéconomique et la mise en place d'un environnement propice à l'investissement en améliorant l'efficacité des systèmes nationaux de distribution. Concrètement, une étude de développement portant sur deux couloirs ferroviaires réservés au fret a été mise en œuvre. Ces couloirs relieraient Delhi et Mumbai (Bombay) d'une part, et Delhi et Howrah, près de Calcutta, d'autre part ; ils formeraient deux des quatre côtés du « Quadrilatère d'or » entre Delhi, Mumbai, Calcutta et Chennai (Madras). C'est sur ces quatre grandes métropoles que repose l'avenir du pays. Le gouvernement indien examine la mise en œuvre du projet fondé sur l'étude de développement.

Consolidation de la paix et appui à la démocratisation

Au Népal, un conflit civil opposant des rebelles maoïstes au gouvernement a sévi pendant dix ans, provoquant des déplacements massifs de population à l'intérieur des frontières, des destructions considérables et de très nombreuses pertes en vies humaines. Toutefois, en novembre 2006, un accord de paix historique a été signé entre le gouvernement et les rebelles. En janvier 2007, un parlement provisoire a été mis en place, et en avril de la même année, un gouvernement lui aussi provisoire a été désigné. Malgré certaines difficultés comme le report de la date choisie initialement, les élections à l'Assemblée constituante, qui devait décider de la forme à donner aux nouvelles institutions népalaises, ont eu lieu en avril 2008. Pour pouvoir bâtir une nouvelle nation animée par l'espoir et la confiance, il est essentiel de favoriser la tenue d'élections libres et équitables. Consciente de cet enjeu, la JICA a apporté une aide à l'organisation de ces élections, par des activités comme le renforcement des capacités de la Commission électorale et le soutien à l'éducation des électeurs. Afin d'atténuer les disparités entre zones urbaines et rurales, considérées comme l'une des causes structurelles du conflit, la JICA assure depuis ces élections une aide destinée à améliorer les moyens de subsistance de la population vivant dans la zone la plus touchée par le conflit.



Séminaire « Démocratie et élections au Népal »

est source de confusion et pèse sur leurs capacités fonctionnelles. Il est donc nécessaire de renforcer leurs capacités organisationnelles et humaines.

Reconstruction après une catastrophe et prévention des catastrophes

L'Asie du Sud-Ouest étant une région exposée à toutes sortes de catastrophes naturelles, il est essentiel de pouvoir fournir une aide d'urgence lorsque celles-ci se produisent, de contribuer ensuite à la reconstruction et de mettre en place des mesures de prévention.

Le Sri Lanka et les Maldives, dévastés par le tsunami de décembre 2004, continuent à opérer leur reconstruction, et le Pakistan s'emploie à reconstruire sa région nord, frappée par un puissant séisme en octobre 2005. Au Bangladesh, le principal défi à relever est l'atténuation des dégâts causés par les cyclones et les inondations massives, qui se produisent de manière récurrente.

Le cyclone qui s'est abattu sur ce pays en novembre 2007 a touché près de 9 millions d'individus et provoqué des dégâts catastrophiques, notamment sur les habitations et les infrastructures rurales essentielles. La JICA a commencé par fournir une aide d'urgence en distribuant des biens de première nécessité, puis elle a mené une étude d'évaluation des besoins en matière d'aide à la reconstruction. Cette étude a permis de constater que les connaissances acquises lors d'activités de coopération antérieures étaient bel et bien appliquées. On sait que le système d'alerte s'appuyant sur des observations météorologiques par radar (micro-ondes) – mis en place grâce à une aide financière non remboursable – a bien fonctionné, et qu'environ 70 000 personnes ont pu être évacuées vers les 81 abris construits eux aussi grâce à une aide sous forme de dons.

La JICA a reçu de nombreux témoignages de reconnaissance de la population pakistanaise pour son soutien sans faille juste après la catastrophe (aide d'urgence) et par la suite (appui à la reconstruction).

L'Agence continuera à fournir une aide à la reconstruction post-catastrophe et un appui à la prévention des catastrophes, par des mesures multidimensionnelles et un appui au renforcement des capacités d'intervention de la population locale en cas de catastrophe. Ces mesures s'appuient sur les capacités technologiques du Japon, qui joue un rôle de premier plan dans la prévention des catastrophes.



Au Japon, des stagiaires népalais se forment au décompte des bulletins de vote.

S'agissant des conflits au Sri Lanka, un accord de cessez-le-feu avait été signé entre le gouvernement sri lankais et les rebelles de l'ethnie tamoule, les Tigres de Libération de l'Éelam Tamoul (TLET) en février 2002. Cependant, les négociations de paix entre le gouvernement et les Tigres n'ayant pu aboutir, le cessez-le-feu a été abandonné en janvier 2008.

Le conflit s'intensifie aujourd'hui dans le nord du pays. Après la suspension des hostilités, la JICA a apporté une aide ininterrompue aux réfugiés et aux populations victimes de la guerre. Par le soutien direct à la population et la formation d'administrateurs chargés de traiter avec les groupes de résidents, la JICA entend permettre aux communautés et aux municipalités de résoudre elles-mêmes les problèmes auxquels elles sont confrontées, en s'appuyant sur leur propre savoir et leurs propres prérogatives. La poursuite de ces efforts dépendra de la situation politique et sécuritaire du pays ; l'évolution des événements reste un sujet de préoccupation.

Au Pakistan et au Bhoutan, la JICA apporte une aide destinée à renforcer les capacités des administrations locales dans une optique de démocratisation. Depuis que l'Asie du Sud-Ouest connaît elle aussi une accélération du processus démocratique, le transfert de pouvoirs des gouvernements centraux vers les administrations locales progresse. Mais à côté de cela, le manque d'expérience et de personnel au niveau des administrations locales

Sur le Terrain

Bangladesh

Efforts de prévention des catastrophes

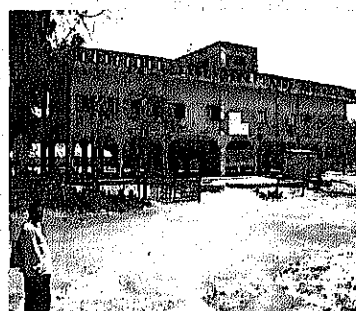
Pour qu'une telle tragédie n'ait plus jamais lieu...

Le cyclone Sidr, qui a frappé le Bangladesh en novembre 2007, a tué plus de 5 000 personnes, ravagé les maisons et les cultures, et décimé le cheptel. Après la catastrophe cyclonique de 1991, qui avait fait 140 000 morts, les organismes d'aide et les ONG japonaises et étrangères ont construit des abris anticyclones – dont la plupart servent d'écoles élémentaires en temps normal – le long du littoral du golfe du Bengale. Si de nombreux habitants se trouvaient dans les abris à l'arrivée de Sidr, beaucoup d'autres sont morts pour avoir refusé de quitter leur maison par peur de perdre leurs biens ou leur bétail, ou parce qu'ils avaient cru à une fausse alerte, comme cela s'était déjà produit à plusieurs reprises (l'alerte s'était déclenchée, mais il n'y avait pas eu de cyclone).

Après le passage de Sidr à Cox's Bazar, une ville située sur le littoral bangladais, des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ont créé des calendriers de prévention des catastrophes, qu'ils ont distribués à des enseignants du primaire et à des volontaires locaux chargés de la prévention des catastrophes. Ils ont également mené des opérations d'éducation à la prévention des catastrophes, surtout dans des écoles primaires, en s'appuyant sur des bandes dessinées et des diaporamas. De même, en collaboration avec les entités régionales existantes (pouvoirs publics, ONG)

et des groupes de volontaires mis en place par celles-ci, une éducation à la prévention des catastrophes est proposée aux habitants des villages ruraux, souvent privés d'informations quand survient une catastrophe. L'éducation et la participation de la population locale sont essentielles pour protéger de la meilleure manière possible vies humaines et moyens d'existence des ravages des cyclones, qui menacent le développement durable d'une société.

(Bureau de la JICA au Bangladesh)



Abril anticyclone construit grâce à une aide non remboursable

Moyen-Orient et Maghreb

Piliers de l'aide Soutien à la paix et à la stabilité régionales et prise en compte des besoins communs

Cette partie du globe n'est pas seulement celle qui vit fleurir de brillantes civilisations comme l'Égypte ancienne et la Mésopotamie ; elle a toujours joué un rôle géopolitique essentiel en assurant la jonction entre l'Orient et l'Occident, d'où son nom de « carrefour des civilisations ». Cette région qui renferme environ 60 % des gisements de brut de la planète, est d'une importance capitale pour la croissance et la stabilité de l'économie mondiale. Par ailleurs, comme en témoigne la question palestinienne, elle est le théâtre permanent de conflits dus à de multiples facteurs (ethniques, religieux, politiques, etc.), qui ont d'importantes répercussions sur la politique et l'économie de la planète.

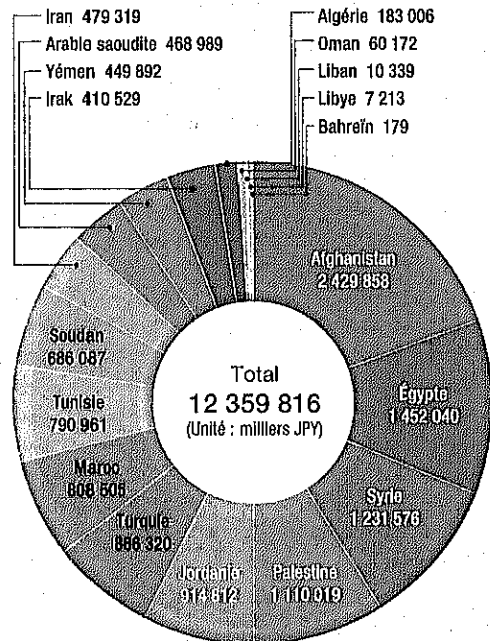
La stabilité de cette région, qui représente 90 % des approvisionnements pétroliers du Japon, a une incidence directe sur la sécurité énergétique de l'archipel nippon. À la différence des pays européens, le Japon occupe une position historiquement et politiquement neutre vis-à-vis du Moyen-Orient et du Maghreb. Il est donc à même de jouer un rôle important au sein de la communauté internationale, en établissant de bonnes relations avec les pays du Moyen-Orient et du Maghreb et en contribuant à la stabilité et au développement de cette région.

Pour la mise en œuvre de ses programmes, la JICA définit le Moyen-Orient et le Maghreb comme la région allant du Maroc à l'ouest, à l'Afghanistan à l'est et à la Turquie au nord, en passant par les pays d'Afrique du Nord. Cette région rassemble des pays qui n'ont pas les mêmes rapports avec les pays voisins, et dont la situation politique et économique diffère. De même, les besoins d'aide y sont multiples, et dépendent de la situation de chaque pays.

Pour la JICA, la consolidation de la paix et l'aide à la reconstruction en Afghanistan, en Irak et en Palestine constituent des priorités absolues, qui conditionnent la stabilité de la région.

De plus, la JICA assure une coopération adaptée aux besoins pour les enjeux décisifs communs à la région, tels que la gestion des ressources en eau, la promotion de l'industrie, le développement des ressources humaines et la protection de l'environnement, en s'appuyant notamment sur l'envoi de volontaires.

● Résultats de la coopération par pays au Moyen-Orient et au Maghreb (Exercice 2007)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. L'aide au Moyen-Orient et au Maghreb, y compris la coopération multi-pays, est de 12,418 131 milliards JPY.

État actuel du développement régional

Au Moyen-Orient et au Maghreb, les pays à revenus élevés, pour l'essentiel ceux qui produisent du pétrole, voisinent avec d'autres, moins développés et généralement dépourvus de cette ressource. La grande diversité culturelle et ethnique forme une mosaïque sociale complexe. Il importe donc d'apporter une coopération différenciée, adaptée à la situation effective de chaque pays. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la région a été le théâtre de nombreux conflits, dont les six guerres israélo-arabes, la guerre civile au Liban, le conflit israélo-palestinien, les deux guerres du Golfe (Iran-Irak, et invasion du Koweït par l'Irak), la guerre civile au Yémen et la guerre en Irak. L'instabilité de la situation politique perdure en Irak et en Palestine. Plusieurs années

après la chute du régime des Taliban, l'Afghanistan demeure en proie à une insécurité extrême. La communauté internationale, Japon compris, n'en continue pas moins d'apporter une aide multidimensionnelle et multifacette à la reconstruction de ce pays.

Le terrorisme et les conflits récurrents au Moyen-Orient et au Maghreb ébranlent fortement la stabilité de l'économie mondiale. Il est donc d'autant plus important de promouvoir la réconciliation entre les différentes communautés ethniques et religieuses, ainsi qu'entre les classes sociales pour instaurer une certaine stabilité régionale.

Dans les pays producteurs de pétrole, les recettes fiscales tirées de cette manne financent des projets d'infrastructure de

réseaux de transport et d'information de grande qualité ; toutefois, le développement des ressources humaines dans le secteur public représente un énorme défi. En revanche, dans les pays à plus faibles revenus – dépourvus de ressources minérales – l'aide doit aller en priorité à la santé, à l'éducation et au développement rural. Dans d'autres pays, comme la Palestine et l'Afghanistan, la situation politique et le contexte sécuritaire entravent considérablement les activités d'aide au développement. Il est donc nécessaire d'apporter une aide conforme à des politiques qui cadrent au plus près avec la situation de chaque pays.

S'agissant de l'aide à la reconstruction de l'Irak, la JICA continue à soutenir le développement des ressources humaines dans le secteur public, conformément à la politique du gouvernement japonais, en s'appuyant sur des prêts en yens et une aide sous forme de dons. En Palestine, dans le cadre du « Corridor pour la paix et la prospérité » dont le concept a été proposé en 2006 par le premier ministre Junichiro Koizumi lors de sa visite dans ce pays,

la JICA soutient le développement régional de la Cisjordanie, et surtout de Jéricho. En Afghanistan, la JICA mène des projets susceptibles de répondre rapidement aux besoins de la population afghane, en parallèle avec des projets de développement des capacités à moyen et long terme ; ces projets visent à développer les ressources humaines et à renforcer les organisations qui accompagneront la croissance et le développement futurs.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la situation internationale a pris une tournure radicale, et la communauté internationale est plus attentive au rôle que peut jouer l'aide au développement pour faire progresser la paix et la stabilité au Moyen-Orient et au Maghreb. Comme nous l'avons dit plus haut, l'aide au Moyen-Orient et au Maghreb et la situation internationale sont étroitement liées. Attentive à l'évolution de la situation mondiale, la JICA met en œuvre des projets cadrant au plus près avec les politiques et les principes gouvernementaux du Japon.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Les priorités par région

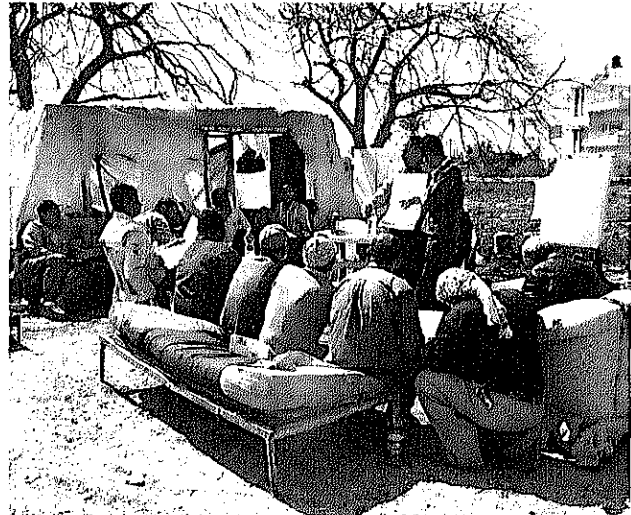
Palestine : Faire progresser la paix au Moyen-Orient

La conférence sur la paix au Moyen-Orient organisée à Annapolis, aux États-Unis, en novembre 2007, a marqué la reprise des négociations de paix entre Israël et la Palestine. Une conférence internationale des donateurs pour l'État palestinien s'est tenue à Paris en décembre 2007. Malgré la confusion et d'autres questions relatives à la bande de Gaza, les efforts d'aide en faveur de la Palestine ont redoublé.

Au cours de l'exercice 2005, la JICA a lancé des projets de coopération technique dans les domaines de l'administration locale, de la santé maternelle et infantile et de la gestion des déchets. Ces projets ont permis de renforcer certains services administratifs assurés par l'Autorité palestinienne afin d'améliorer les conditions de vie de la population, notamment à Jéricho.

et d'autres activités qui en découlent, et qui constituent le premier secteur d'activité dans l'économie régionale de la vallée de Jourdain (et de la région de Jéricho). Ils relèvent d'une approche-programme les associant de manière organique à un appui dans divers secteurs comme la gouvernance, l'agriculture et le tourisme, afin de potentialiser leurs effets.

Dans la bande de Gaza, il est difficile d'envoyer des experts japonais du fait de l'instabilité politique et sécuritaire. Dans cette région, l'aide consiste donc essentiellement en une coopération ultérieure, comme le soutien aux activités de l'association d'anciens participants à des formations de la JICA.



Conseils dispensés dans une ferme de démonstration pour le projet de mise en place de pratiques d'agriculture durable (Palestine)

Afghanistan : Déployer des projets malgré la multiplicité des problèmes de développement et l'instabilité sécuritaire

Plus de six années ont passé depuis qu'en juillet 2002, le Japon a entamé son aide à la reconstruction en Afghanistan. Dans un premier temps, la JICA avait mis en place une aide d'urgence pour l'amélioration du réseau routier, la construction d'écoles, la reconstruction d'urgence d'installations médicales, et la formation professionnelle des ex-combattants à Kaboul, Kandahar, Mazar-e-sharif et Bamian. Elle a engagé par la suite des activités dans de nombreux autres secteurs : activités de lutte contre la tuberculose, actions en faveur de la santé maternelle et infantile, formation d'enseignants, alphabétisation, reconstruction des stations agricoles expérimentales, développement de l'infrastructure rurale et habilitation communautaire.

Le concept de « Corridor pour la paix et la prospérité » repose sur la conviction selon laquelle l'instauration de la confiance joue un rôle fondamental dans la dynamique de paix ; il est par conséquent essentiel d'opérer un développement économique durable qui s'appuie sur la coopération inter-régionale.

En partant de cette idée, la JICA assure une coopération technique destinée à améliorer les compétences en agriculture, et elle conduit des études relatives à la construction d'un futur parc agro-industriel et à la gestion intégrée des ressources hydriques dans la vallée du Jourdain. Ces projets visent à développer l'agriculture



Visite du chantier de construction d'un système d'irrigation aménagé grâce à un projet d'aide au développement rural (Nord du Bamiyan, Afghanistan)

Les efforts de reconstruction déployés grâce à l'aide de pays donateurs dont le Japon donnent de bons résultats en termes de développement socioéconomique, surtout dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du développement rural et de la construction routière. Cela étant, le traitement de problèmes comme la détérioration de la sécurité, l'extension de la culture du pavot et l'omniprésence de la corruption, qui sont autant de menaces pour la paix et la stabilité en Afghanistan, doit bénéficier du soutien de la communauté internationale.

Face à la détérioration de la sécurité dans ce pays, le gouvernement japonais a décrété que l'ensemble du territoire afghan était une « région soumise à un avis d'évacuation » au milieu de l'année 2007. Toutefois, consciente de l'importance de l'aide à la reconstruction dans ce pays, la JICA a continué d'y déployer les activités nécessaires, en commençant par renforcer ses efforts de collecte d'informations et ses mesures de sécurité.

Les besoins de développement de l'Afghanistan demeurant immenses, la JICA va pendant un certain temps assurer une aide centrée sur l'agriculture, le développement rural, la santé, l'éducation, le développement urbain et les infrastructures, en s'appuyant sur le dialogue relatif à la politique de coopération économique que mènent régulièrement les gouvernements japonais

et afghan depuis 2006.

Concrètement, en 2007, la JICA a démarré la phase 2 d'un projet dans le secteur éducatif, dont les besoins de développement restent multiples. Par ailleurs, l'Agence a contribué à l'amélioration de la riziculture principalement à Jalalabad, dans la province de Nangarhar, et elle a élaboré un plan directeur pour le développement de la zone métropolitaine de Kaboul, pour faire face à la multiplication rapide des problèmes urbains dans la capitale (voir « Dossier : Rétrospective des activités de la JICA et regard vers l'avenir »). L'important, à l'avenir, sera de déterminer la meilleure démarche à adopter pour soutenir la mise en œuvre des différents projets proposés dans le cadre de ce plan directeur.

En Afghanistan, où il importe de déployer une aide rapide à la reconstruction, on sollicite des projets susceptibles de produire sans tarder les résultats tant attendus par la population. Mais il est également essentiel de valoriser les ressources humaines et de renforcer les organisations qui soutiendront la croissance et le développement futurs de ce pays. C'est pourquoi, à l'avenir, la JICA continuera à mettre en œuvre des projets de renforcement des capacités à moyen et long terme.

Irak : Consolidation de la paix

Plus de cinq années ont passé depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003, et le processus de démocratisation avance, comme en témoignent les élections législatives de décembre 2005 et la mise en place d'un nouveau gouvernement en mai 2006. De plus, le « pacte pour l'Irak », cadre d'un nouveau partenariat entre l'Irak et la communauté internationale, a vu le jour en mai 2007.

Lors de la conférence internationale des pays donateurs pour la reconstruction de l'Irak qui s'est tenue en octobre 2003, le gouvernement japonais a annoncé l'octroi d'une aide sous forme de dons (de 1,5 milliard USD) et de prêts en yens (d'un montant équivalant à 3,5 milliards USD) au titre du soutien à l'Irak. La JICA appuie le renforcement des capacités institutionnelles des organismes gouvernementaux irakiens ainsi que le développement des ressources humaines, en misant sur les synergies entre aide sous forme de dons et prêts en yens dans les domaines prioritaires suivants : démocratisation, accès à l'eau, santé, énergie électrique et agriculture.

Depuis 2006, par exemple, la JICA organise en continu la formation au Japon du personnel des autorités portuaires du sud de l'Irak, concernées par le projet de reconstruction du secteur financé par un prêt en yens.

Sur le Terrain

Syrie

Coopération fructueuse entre l'UNRWA et les JOCV

Une scène pour les rêves d'enfants : le concert « Cendrillon »

Dans les camps où vivent depuis une soixantaine d'années des personnes ayant le statut de « réfugiés palestiniens » selon la définition de l'ONU, quelque 66 000 élèves fréquentent les écoles primaires et les collèges gérés par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). En raison de la pénurie de locaux scolaires, de salles de classe et d'enseignants, l'enseignement s'effectue par roulement (certains élèves ont cours le matin, les autres l'après-midi) dans les mêmes bâtiments, chaque classe comptant plus de 40 élèves. Depuis 2000, la JICA assure une coopération dans le secteur éducatif en envoyant des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) dans des écoles de six villes syriennes, où ils enseignent l'éducation physique et la musique. L'objectif de leur mission est de redonner un peu d'espoir et de confiance en l'avenir à ces enfants qui souffrent de leur condition de réfugiés.

Le concours « Cendrillon » a eu lieu pour la première fois au printemps 2006. Cet événement musical d'envergure nationale vise à donner à des petites filles qui n'étaient jamais sorties de leur camp de réfugiés l'occasion de rêver un peu, en endossant le rôle de Cendrillon. Pour la troisième édition qui s'est tenue en avril 2008, on a modifié le système de classement et d'attribution des récompenses, et augmenté le nombre de candidates, pour permettre à davantage de fillettes de s'amuser un

peu. Cette année, un public plus nombreux rassemblant les familles et la population locale a pu assister au concert, organisé sur la scène musicale en plein air d'un camp de réfugiés. Les membres de l'UNRWA et les JOCV continueront à chercher ensemble de nouvelles idées pour développer cette scène destinée à accueillir les rêves d'enfants, afin de la rendre encore plus intéressante pour la communauté des réfugiés.

(Bureau de la JICA en Syrie)



Concert organisé sur la scène en plein air d'un camp de réfugiés

De surcroît, la réconciliation nationale est un enjeu essentiel en Irak, qui souffre d'insécurité. En mars 2008, la JICA a organisé le séminaire sur la réconciliation nationale irakienne ; elle y a convié les 11 membres de la délégation irakienne, composée de parlementaires et de dirigeants et représentants des différents groupes religieux et ethniques. Ce séminaire a permis aux participants irakiens d'assister à des conférences sur la consolidation de la paix, et de discuter du fédéralisme, de l'administration locale, de la réforme de la Constitution et du projet de loi sur le pétrole et le gaz, qui sont autant de questions prioritaires en Irak. Une visite d'Hiroshima faisait partie du programme.

Maîtrise des ressources en eau et protection de l'environnement

Le Moyen-Orient et le Maghreb sont en grande partie couverts par des zones arides et semi-arides, et les ressources hydriques par habitant y sont les plus faibles au monde. De plus, l'accroissement démographique et le développement de l'activité industrielle contribuent à aggraver la pénurie d'eau. Sous l'effet du développement économique récent, de l'industrialisation et de l'urbanisation rapide, les problèmes environnementaux comme la pollution de l'eau, la prolifération des déchets solides et la pollution atmosphérique, ont pris des proportions encore plus alarmantes.



Des stagiaires africains se forment aux techniques d'usinage du riz en Égypte.

La JICA assure une coopération visant à renforcer les compétences techniques des pays respectifs, dans le secteur de l'eau — gestion des ressources hydriques et approvisionnement en eau des zones urbaines et rurales — et dans celui de l'environnement — assainissement, gestion des déchets et gestion environnementale.

Coopération Sud-Sud

Résolument unis par des liens politiques et culturels, les pays du Moyen-Orient et du Maghreb partagent également de nombreux problèmes de développement. La coopération régionale leur permet d'aborder ensemble ces problèmes et de capitaliser sur leurs atouts, contribuant ainsi à la stabilité de toute la région. La collaboration avec les pays arabes est déterminante tant pour le processus de paix au Moyen-Orient que pour l'aide à l'Irak. Afin d'encourager la coopération Sud-Sud, qui incarne ces objectifs, la JICA assure des formations pour l'Irak et la Palestine en Égypte, en Jordanie, en Syrie et en Tunisie.

S'agissant de la coopération Sud-Sud en faveur de l'Afrique, une coopération centrée sur la formation pour les pays tiers est mise en œuvre en Égypte, en Tunisie et au Maroc, conformément au processus de la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD). Ce type de formation tire parti des expériences passées de la coopération japonaise et prend en compte les caractéristiques du pays hôte et les besoins des pays bénéficiaires.



Des homologues syriennes visitent le site d'un projet consacré à la santé génésique en Jordanie.

Sur le Terrain

Irak

Gestion de l'eau sur les terres agricoles irriguées

Les Irakiens prennent en main la valorisation de leurs abondantes ressources hydriques

Grâce aux importantes ressources en eau que constituent ses deux grands fleuves, le Tigre et l'Euphrate, l'Irak a toujours eu une agriculture florissante. Or, depuis les années 1970, les prélèvements hydriques des pays situés en amont de ces deux fleuves en ont sérieusement affaibli le débit. La quantité d'eau utilisable a fortement diminué du fait de la gestion irrationnelle des ressources hydriques, et la salinification des sols liée à la détérioration des systèmes d'irrigation et de drainage est devenue problématique. De plus, étant donné que le secteur agricole fait vivre 7 millions de travailleurs, la relance de l'agriculture par l'amélioration de la productivité est un enjeu essentiel en Irak, pays qui sort d'un conflit et affiche un taux de chômage élevé.

Depuis 2006, la JICA met en œuvre le projet de gestion de l'eau sur les terres agricoles irriguées, qui vise à introduire et à diffuser des techniques permettant d'améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de la productivité agricole sur les terres agricoles irriguées en Irak. Des stages de formation axés sur les aspects technologiques sont organisés en Jordanie (principalement), en Égypte et en Syrie, et ce programme est intégré dans les formations proposées au Japon. De nombreux stagiaires venus de Karbala, où le projet pilote est mis en œuvre, participent régulièrement aux programmes de

formation proposés dans chacun de ces pays. L'objectif de cet appui au renforcement des capacités est de permettre aux Irakiens d'assurer eux-mêmes la mise en œuvre et la gestion du projet pilote. Grâce aux compétences et au dévouement des experts japonais (à qui il arrive parfois d'enseigner jusqu'à une heure avancée de la soirée) et à la volonté des stagiaires, impatientes de reconstruire leur pays et d'acquérir des connaissances — technologiques et autres —, les capacités des stagiaires irakiens ne cessent de s'étoffer.

(Bureau de la JICA en Jordanie, Section Irak)



Un expert japonais dispense un cours à des stagiaires irakiens (ingénieurs).